

# Politique agricole en bref

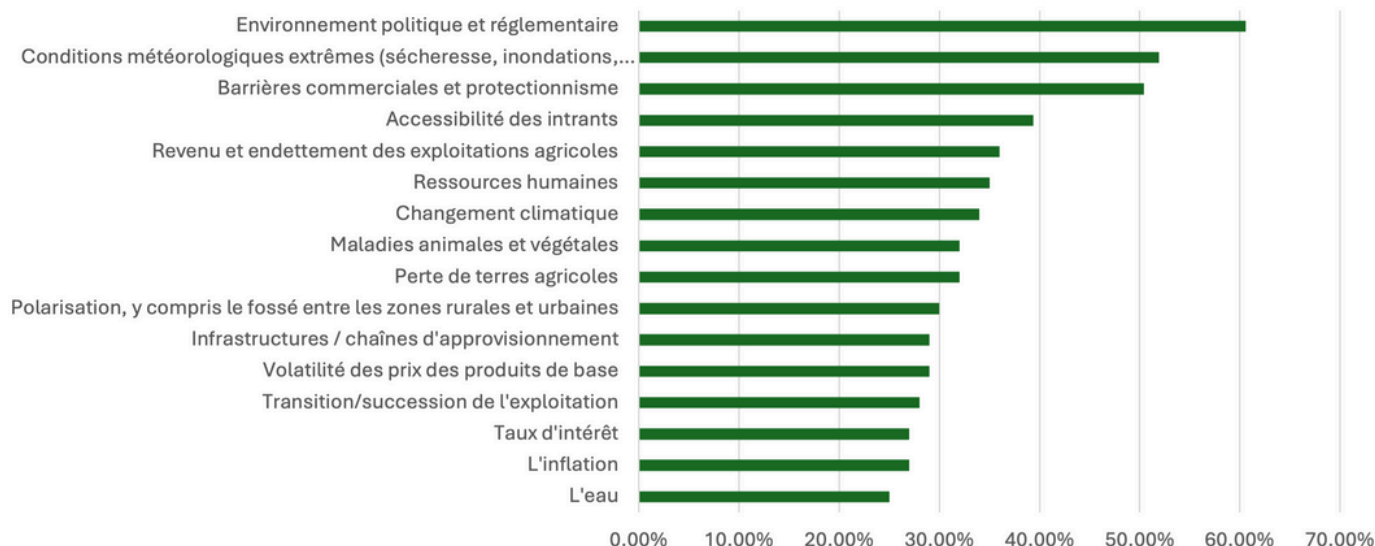
## *Risque en 2025*

### Que s'est-il passé?

- L'ICPA a récemment publié la deuxième phase du premier rapport sur les risques agroalimentaires, intitulé "De l'optimisme au réalisme".
- Il s'appuie sur la première phase, qui s'est concentrée sur les résultats de l'enquête sur les risques agroalimentaires 2024, et s'inspire des dialogues de l'ICPA avec les dirigeants du secteur, les décideurs politiques et d'autres parties prenantes.
- Cette note de politique met en lumière certains résultats de l'enquête et des données qui indiquent que le Canada se trouve aujourd'hui dans une situation plus risquée.

### Où en sommes- nous aujourd'hui?

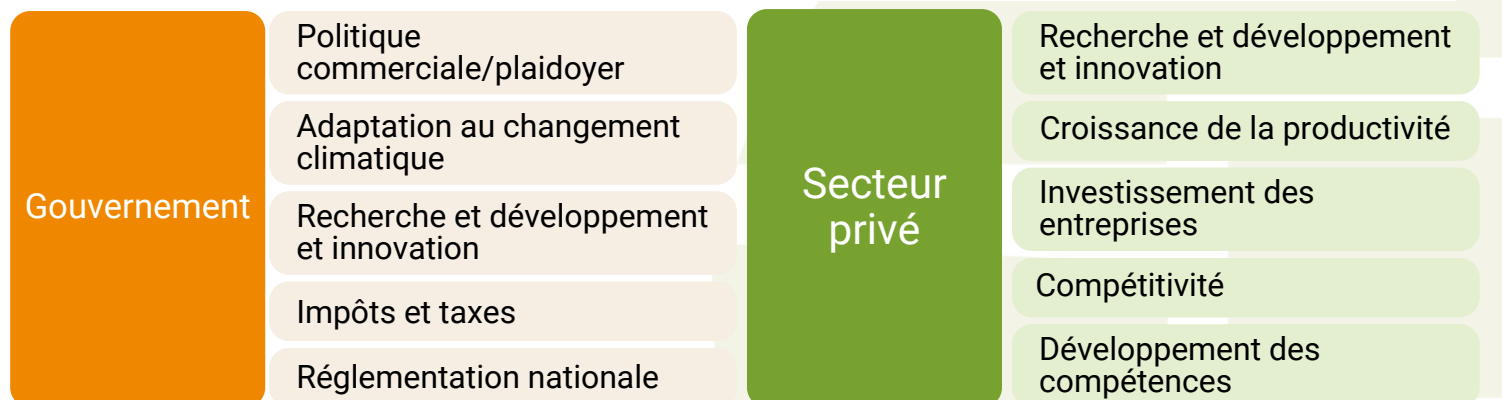
- Le rapport récemment publié est le résultat d'un travail effectué en 2024, avant une compréhension plus claire des risques découlant de la présidence Trump. Les résultats fournissent un contexte important pour le monde de plus en plus risqué dans lequel nous nous trouvons.
- Les répondants à l'enquête ont été invités à identifier les principaux risques parmi une longue liste. Trois d'entre eux se sont démarqués : **l'environnement politique et réglementaire, les conditions météorologiques extrêmes, ainsi que les barrières commerciales et le protectionnisme.**



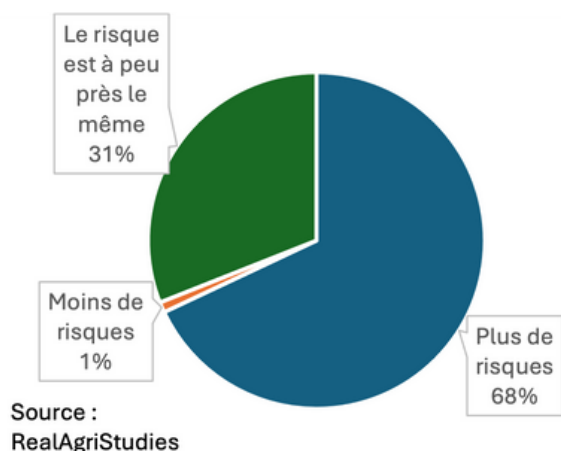
Source : Rapport de l'ICPA sur les risques agroalimentaires

- L'enquête n'a pas seulement porté sur les risques, elle a également interrogé les répondants sur les priorités d'action des secteurs public et privé.

### Cinq priorités pour les gouvernements et le secteur privé :

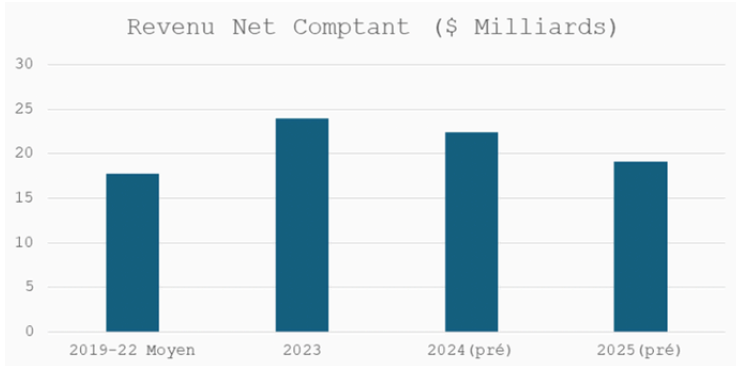


Source : Rapport de l'ICPA sur les risques agroalimentaires

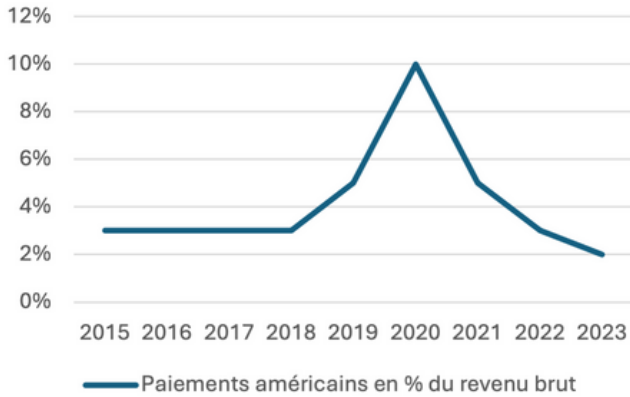


## Où allons-nous?

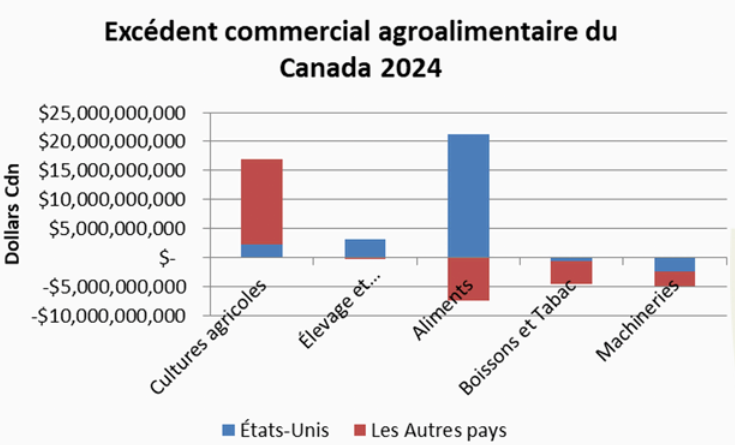
- Il est difficile de prédire l'évolution des risques en 2025, mais les points de données suivants peuvent être utilisés pour comprendre l'impact d'une année 2025 risquée et incertaine.



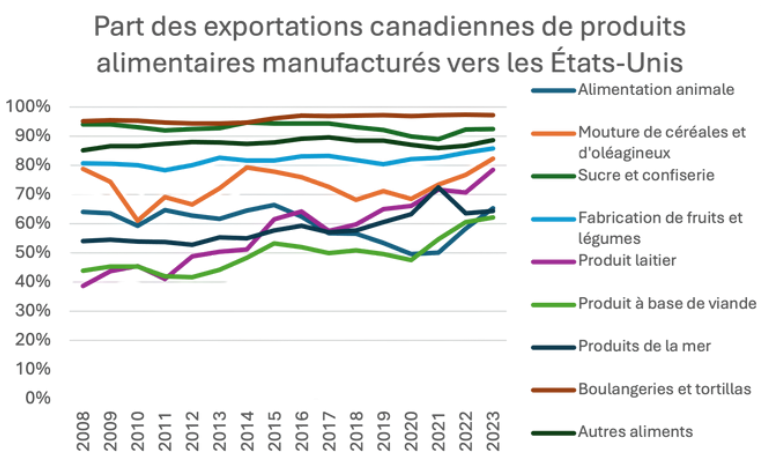
Source : AAC



Source : USDA et données Statscan



Source : Statistique Canada



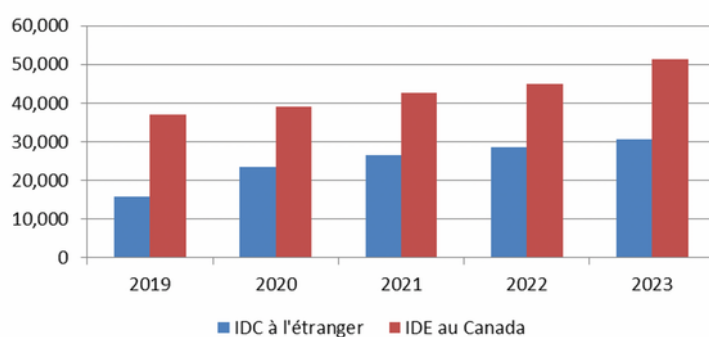
Source : Statistique Canada

- Dans le cadre d'une enquête RealAgriStudies réalisée pour l'ICPA, on a récemment demandé aux agriculteurs comment ils voyaient l'évolution du risque cette année. La majorité d'entre eux estiment que le risque est plus élevé. Le même sondage portait sur le sentiment des agriculteurs et le résultat était une baisse générale.
- Ce risque se reflète dans les prévisions de revenu agricole récemment publiées par AAC. Tout en soulignant que "les prévisions pour 2025 sont entachées d'incertitudes considérables [...] et que les répercussions de ces mesures demeurent incertaines à la mi-février", l'organisme prévoit une baisse de 15 % du revenu net en espèces, ce qui effacera les gains réalisés au cours des deux dernières années.
- On s'interroge de plus en plus sur l'efficacité des programmes de gestion des risques du Canada par rapport à ceux des États-Unis. Le pic des paiements agricoles entre 2019 et 2021 met en évidence leur nature ad hoc, les paiements étant motivés par la guerre commerciale entre les États-Unis et la Chine et l'aide en cas de pandémie. Il reste à voir quelle sera l'efficacité des programmes canadiens dans ce contexte incertain.
- Bien qu'elles ne soient généralement pas considérées comme un problème, les balances commerciales font de plus en plus parler d'elles. Le Canada enregistre des excédents avec le reste du monde en matière de cultures agricoles et avec les États-Unis en ce qui concerne les produits fabricants d'aliments.

- Mais l'excédent commercial n'explique qu'une partie de la situation. L'examen de la part des exportations de produits alimentaires manufacturés vers les États-Unis montre à quel point les fabricants canadiens de produits agroalimentaires sont présents sur le marché américain. Les terres agricoles canadiennes ne peuvent pas être déplacées vers le sud, mais les emplois dans le secteur de la transformation alimentaire peuvent l'être.
- Les investissements directs étrangers (IDE) sera un autre baromètre de l'impact du risque.

Dans l'industrie de transformation des aliments et boissons, les investissements directs canadiens à l'étranger (IDC) ont presque doublé en cinq ans, mais les investissements directs étrangers (IDE) au Canada n'ont augmenté que de 39 %. En 2025, il est possible que l'IDC à l'étranger augmente, mais que l'IDE au Canada commence à diminuer.

Investissements directs étrangers (IDE) dans la fabrication des aliments et boissons



Source : Statistique Canada

## Pourquoi est-ce important ?

- L'agriculture et l'agroalimentaire au Canada ont bénéficié de fondamentaux solides, notamment de conditions de production fiables, de la demande, de l'accès au marché, etc. Tout cela semble être en train de changer et l'environnement politique doit également changer. Il est nécessaire de réagir à cet avenir plus risqué et plus incertain.
- S'il est urgent de s'engager avec les États-Unis pour atténuer l'impact de leurs tarifs, il est possible de faire davantage dans le cadre de la politique agroalimentaire nationale pour atténuer l'impact de ces risques. La dernière [note d'information](#) proposait des exemples d'actions à court, moyen et long terme pour y faire face.
- L'ICPA lancera bientôt l'enquête sur les risques agroalimentaires 2025. Restez à l'écoute de l'enquête et de ses résultats pour constater l'ampleur des changements. Prenez le temps de répondre à l'enquête lorsqu'elle arrivera dans votre boîte de réception.

*Si vous souhaitez donner suite à cette Politique agricole en bref, veuillez contacter [Tyler McCann](#), directeur général de l'ICPA.*